
Les études sur le genre en histoire au Cameroun : enjeux et défis d'un savoir en construction

Gender Studies in History in Cameroon: Stakes and Challenges of Knowledge in Creation

Nadeige Laure Ngo Nlend



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11157>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.11157](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11157)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Référence électronique

Nadeige Laure Ngo Nlend, « Les études sur le genre en histoire au Cameroun : enjeux et défis d'un savoir en construction », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11157> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11157>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Les études sur le genre en histoire au Cameroun : enjeux et défis d'un savoir en construction

Gender Studies in History in Cameroon: Stakes and Challenges of Knowledge in Creation

Nadeige Laure Ngo Nlend

1. Introduction

- 1 Le présent article s'intéresse au développement des études sur le genre dans l'espace universitaire camerounais. Le propos vise à questionner les difficultés d'émergence d'un champ épistémologique dédié au genre en filière historique, en lien avec les discours dominants sur les rapports de sexe, intériorisés par les hommes et les femmes, ainsi que leurs effets sur la construction d'un savoir sur le genre.
- 2 Par définition, le genre récuse le fait que les différences sociales entre les individus soient fondées sur des aspects relevant de l'anatomie ou du naturel. Ainsi, les théoriciens du genre, s'inscrivant dans le sillage des recherches féministes, postulent la nécessaire distinction entre le sexe biologique et le sexe social (S. de Beauvoir : 1949) en argumentant que les notions de masculinité et de féminité sont des construits sociaux, des catégorisations artificielles. (R. Stoller, 1968 ; A. Oakley, 1972 ; J. Butler, 1990). Au-delà de cette posture constructiviste, le concept de genre place la notion de rapport de force au cœur des relations incluant les hommes et les femmes, insistant sur le fait que le fonctionnement de la quasi-totalité des sociétés humaines repose sur une distribution inégale des ressources au profit de l'homme et sur une valorisation systématique du masculin au détriment du féminin. (Z. Seismo *et al*, 2008). En ce sens, le genre s'est universellement imposé ces dernières décennies comme cadre théorique d'analyse apte à appréhender : « les contours, les dimensions, les effets subséquents et les déterminants de la structure inégalitaire de la société ». (Marèma Touré T., 2011 : 105-106). Pour autant, la primauté accordée par les féministes occidentales à

l'oppression sexiste pour expliquer la subordination des femmes n'est pas partagée par tous les théoriciens du genre dans d'autres continents.

- 3 Dans le Tiers-monde notamment, de nombreuses voix se sont élevées pour récuser l'universalité d'une telle approche du genre à laquelle il fut reproché de refléter exclusivement la situation et la condition de la femme occidentale. Ainsi que le souligne Filomena Chioma Steady, c'est avant tout aux réseaux de recherches féminines : l'AFARD (Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement, fondée en 1977 à Dakar au Sénégal) et DAWN (Development Alternatives with Women for the New Era, créée en 1984 à Bangalore en Inde), que l'on doit les premières réfutations des courants d'analyse du genre d'inspiration occidentale, dominés par les paradigmes et modèles théoriques européocentriques. Dans leurs requêtes formulées dès les années 1970, ces organismes de recherche féminins ont insisté sur la nécessité de décoloniser les savoirs sur les femmes afin de permettre la mise en lumière des mécanismes autres que le sexisme, tels que le système néolibéral, à travers lesquels continue d'être perpétrée, longtemps après la décolonisation, l'oppression des femmes du Tiers-Monde sous de multiples formes. (F. C. Steady, 2005).
- 4 Depuis les années 1980, les universitaires de couleur, dans le Nord comme dans le Sud, ont fait évoluer les théories et concepts encadrant les problématiques de genre et contribué à élargir le cadre d'analyse des constructions sociales qui sous-tendent les inégalités de genre en y intégrant les notions de race, de classe et d'ethnie (F. Ojo-Ade, 1982 ; A. Ata Aido, 1988 ; A. Imam, A. Mama et F. Sow.,1997). Selon les tenants de cette posture, appliquée au contexte africain, le questionnement du genre, fondé exclusivement sur une division sexuée et antagonique des rapports entre les hommes et les femmes, est sans objet (I. D'Almeida, 1994), réducteur (C. T. Mohanthy, 1991) et dangereux pour l'équilibre des ménages en Afrique (A. Ata Aido, 1988). Ce débat nous projette au cœur des différents courants et tendances traversant les études sur le genre en Afrique.
- 5 D'une manière générale, la pensée féministe africaine qui inspire et offre ses cadres herméneutiques aux études sur le genre estime que les conditions spécifiques des sociétés africaines contredisent les analyses d'origine occidentale au sujet des rapports de sexe. Prenant appui sur la hiérarchie interne des sociétés africaines, des spécialistes africaines du genre démontrent par exemple que la séniorité (rapport aînés-cadets) structure davantage les relations de pouvoir que les différences anatomiques entre les individus (Oyèwùmi Oyèronké, 1997 et 2005). Récusant la vision universaliste de la subordination des femmes, certains auteurs affirment l'essence féministe du droit africain (K. Camara et S. Kandji, 2000) et soutiennent que la complémentarité, voire l'égalité, sont les principes qui régulent les relations hommes / femmes dans l'Afrique traditionnelle (I. Amadiume, 1987) et que grâce à la matrilinearité, certaines sociétés ont parfois conféré aux femmes des pouvoirs qui les plaçaient au-dessus des hommes dans la hiérarchie sociale (I. Amadiume, 1997). À l'échelle internationale, les théoriciennes africaines du genre postulent que la colonisation, l'impérialisme, la division internationale du travail, l'échange inégal et la mondialisation sauvage ont un effet plus néfaste sur la condition de la femme africaine que les différences sexuelles très souvent présentées comme la source principale des inégalités de genre. (F. C. Steady, 2005, F. Sow, 2011 ; N. Sokhna Guèye, 2011).
- 6 Au Cameroun, comme dans nombre d'espaces africains, la décennie qui a suivi les indépendances, marquée par la reprise de l'initiative du discours sur eux-mêmes par les

chercheurs africains, vit émerger de timides recherches sur la catégorie féminine. Les auteurs de ce champ ont notamment tenu à décoloniser l'image écornée de la femme africaine véhiculée dans la littérature coloniale, soit en tentant de restituer sa situation et ses rôles sociaux d'avant la colonisation, soit en essayant de rendre plus visible sa contribution à l'économie politique coloniale et postcoloniale. Dès les années 1990, des efforts significatifs furent également déployés dans les domaines des sciences juridiques et politiques, ainsi que dans les sciences humaines et sociales pour rendre compte des constructions de genre à l'œuvre dans l'espace public au Cameroun. En filière histoire toutefois, la recherche s'est tardivement intéressée à la problématique du genre. Le champ des luttes nationalistes est l'un des rares domaines ayant accordé une place à l'analyse de genre dès les années 1990 et 2000, même si cet intérêt est demeuré marginal et circonscrit à la période coloniale. Les chercheurs qui ont traité de ces questions ont ébauché une anthologie des diverses expériences de mobilisation impliquant les femmes (L. Sah, 1990, J. Tanga Onana, 2009, M. Terreta, R. Ndengue, 2018). La production historiographique a également œuvré à mettre en lumière les contributions multiformes de femmes, jusque-là tues dans la littérature historique¹. Depuis le lancement du concept Genre et Développement et son insertion dans les programmes d'enseignements, nombre de travaux ont été axés sur l'évaluation des politiques mises en œuvre en vue d'améliorer l'implication des femmes dans les processus décisionnels et leur participation à la gouvernance publique. (E. Etoga. 2003 ; R.C. Okani 2003). D'autres recherches se sont intéressées à dresser un état des lieux de la situation de la femme dans les domaines de la santé (S.N. Ekamena Ntsama, 2014) et du travail².

- 7 Toutefois, si dans leur ensemble, ces travaux ont interrogé certaines situations d'injustices dont étaient victimes les femmes, ils en ont surtout recherché les causes à l'extérieur (I. Mouiche, 2007). Ainsi, ces recherches n'ont pas cherché à remettre en cause l'ordre patriarcal sur lequel repose la structure inégalitaire de la société. Par conséquent, les analyses de la condition féminine qui en ont résulté, bien qu'inspirées des contextes africains, ou critiques à l'égard du contexte postcolonial, tendent, d'une part, à essentialiser la condition féminine précoloniale, et d'autre part, à conforter des paradigmes d'analyses qui approfondissent les discours dominants sur les rapports de sexe.
- 8 Le présent article a questionné les mécanismes historiques, épistémologiques et structurels qui se dressent face à la construction d'une réflexion sur le genre en études historiques au Cameroun et bloquent son inscription en tant que champ épistémologique autonome. Par ailleurs, la réflexion s'est intéressée aux conséquences de cette inscription insuffisante du genre dans les curricula des études historiques. Les éléments ici exposés s'appuient sur les contenus des syllabus de cours, mémoires et thèses consacrés à l'histoire des femmes et aux questions de genre au Cameroun. Par ailleurs, l'observation des pratiques à l'œuvre au sein des équipes pédagogiques des filières historiques, les interviews et les rapports d'enquêtes gouvernementales ont servi à éclairer la compréhension des mécanismes qui sous-tendent les inégalités de genre en études historiques au Cameroun.

2. Aux sources du *gender blind* en études camerounaises

- 9 Depuis le congrès de l'American Cultural Association au cours duquel Joan Scott, spécialiste américaine des questions du genre présenta sa célèbre communication, par la suite publiée sous le titre évocateur : « Gender, a useful category of historical analysis », dans lequel elle attirait l'attention sur la nécessité pour les professionnels des études historiques de relire leur domaine d'étude à la lumière du genre, cette notion n'est plus absente des libellés et intitulés des publications historiques (J. Scott, 1988). En effet, au terme de deux décennies, cette interpellation pressante à réinvestir l'écriture de l'histoire des femmes et de l'histoire en général par une mise à contribution des vertus heuristiques du terme genre, les historiennes françaises, spécialistes des questions de femmes, ont entrepris d'introduire le vocable genre dans leur jargon et n'hésitent pas à se définir comme des spécialistes de cette question. Une tendance davantage amplifiée par la multiplication de publications et d'événements scientifiques affichant, sans ambiguïté, le terme genre (Thébaud F., 2005).
- 10 Toutefois, au Cameroun, et en filière histoire de manière spécifique, le terme genre tarde encore à s'inviter dans les débats, les contenus et intitulés des enseignements³. Si cette réticence des études historiques envers le genre est parfois expliquée par des chercheurs de cette discipline par leur méfiance vis-à-vis d'une proposition conceptuelle perçue comme exogène et servant à promouvoir l'hégémonie épistémologique occidentale, d'autres facteurs doivent être crédités pour cette situation. En bonne place figure l'émergence, au lendemain des indépendances, de la Nouvelle Historiographie africaine, courant de réformes épistémologiques visant à débarrasser le savoir historique des préjugés racistes et européocentristes ayant négativement imprégné ses processus et modèles d'analyse.

1.1 Le genre, un volet oublié de la Nouvelle historiographie africaine

- 11 En restituant l'Afrique à l'Histoire, grâce notamment au changement de l'approche méthodologique et du cadre théorique d'analyse du passé de l'Afrique qu'ils ont rendu possible, les travaux se réclamant de la Nouvelle historiographie africaine commencent à peine à être questionnés. Les auteurs, très rares, qui s'y sont risqués, se rencontrent généralement, soit en histoire du genre et/ou des *subalterns*, soit chez les chercheurs récusant les logiques victimaires dans l'analyse des processus historiques de l'Afrique. Or, ainsi que le démontrent de telles approches, la relecture des paradigmes d'analyses mobilisés dans les travaux fondateurs de l'historiographie africaine endogène, pourrait constituer une source de renouvellement et d'enrichissement pour la discipline d'histoire en général, et pour l'histoire des femmes, de manière spécifique.
- 12 C'est ainsi qu'en analysant les « paradigmes dominants de la reconstruction de l'histoire africaine » à savoir : l'histoire nationaliste, la perspective de la dépendance et le matérialisme historique, l'historien zambien Tiyambe Zeleza a repéré en chacune de ces écoles de pensée, un ensemble de faiblesses épistémologiques et d'insuffisances empiriques, selon lui, à l'origine du sous-développement de l'histoire des femmes. Zeleza postule par exemple que le souci qu'avaient les historiens africanistes ou nationalistes de restituer à l'Afrique son passé digne et glorieux nié par l'historiographie ethnocentrique occidentale, a lesté leurs analyses d'une forte

inclination politique et élitiste dans lesquelles les catégories subalternes : les masses, les individus ordinaires et les femmes, étaient presque ignorées et leurs apports minorés. (T. Zeleza, 2004)

- 13 S'agissant des historiens de la dépendance dont les travaux sont centrés sur l'exploitation économique de l'Afrique, l'auteur leur reproche d'avoir inscrit l'inégalité des échanges au cœur de l'analyse du processus de développement et de sous-développement. Ce faisant : « Le paradigme de la dépendance a produit une histoire de l'Afrique statique, figée, dans laquelle les forces externes jouent un rôle prépondérant » (T. Zeleza, 2004 : 93). Raison pour laquelle il estime que : « L'histoire de la dépendance [...] est une histoire de relations et de luttes internationales, non de classes », ajoutant que « si l'historiographie de la dépendance ignore les classes, elle est donc insensible au genre » (T. Zeleza, 2004 : 108).
- 14 Quant aux chercheurs ayant privilégié le biais marxiste pour approcher les réalités africaines, Zeleza souligne qu'ils étaient « trop occupés à découvrir les modes de production dans l'Afrique précoloniale et à les articuler avec le mode capitaliste de production, durant la période du régime colonial, pour s'intéresser sérieusement à l'analyse de genre ». (T. Zeleza, 2004 : 109). Tout en reconnaissant l'intérêt de l'historiographie marxiste pour les masses, en tant que catégories vulnérables, Zeleza déplore enfin que la problématique du genre n'y ait pas été centrale, « l'oppression des femmes [n'y étant] perçue [que] comme un phénomène secondaire, un symptôme de l'oppression capitaliste » (2004 : 109).
- 15 À la décharge des théoriciens de la Nouvelle Historiographie africaine, les défis que posaient aux dirigeants africains et aux chercheurs dont les travaux appuyaient leurs programmes politiques, la gestion des jeunes États dont ils venaient d'hériter des puissances colonisatrices, contribuèrent à les détourner des combats et revendications égalitaires des femmes. Aussi n'en firent-ils pas le sujet majeur de leurs préoccupations. Pourtant, comme le souligne Fatou Sow, il a toujours existé en Afrique des regroupements de femmes dédiées à leurs problèmes et préoccupations spécifiques. Toutefois, c'est durant la période qui précède les indépendances et celle qui les suit immédiatement que sont apparus les mouvements et associations de femmes tels qu'ils sont légalement constitués de nos jours dans l'espace public. (F. Sow, 2012). À quelques exceptions près, ce sont précisément les nouveaux régimes postcoloniaux qui, en dotant de sections féminines l'organigramme des partis uniques qu'ils ont eux-mêmes imposés comme unique cadre d'expression du jeu politique, ont contribué à donner une première impulsion au militantisme féminin. En raison de leurs liens avec les appareils gouvernementaux postcoloniaux, les premiers mouvements de femmes africaines se sont prioritairement consacrés aux mêmes combats que les gouvernements qui les ont portés sur les fonts baptismaux. (F. Sow, 2012) Aussi, leurs combats reflètent-ils les agendas politiques de ces derniers : anticolonialisme, panafricanisme et renaissance africaine. C'est dans ce dernier projet que s'est particulièrement illustré le courant égyptologique africain. Les effets en furent lourds de conséquences pour les études sur le genre au Cameroun.

1.2 Égyptologie africaine et essentialisation de la condition féminine précoloniale

- 16 L'égyptologie Africaine, discipline scientifique postulant l'origine nègre de l'antique civilisation égyptienne et sa centralité dans la résurrection de la conscience historique des Africains longtemps niée par les préjugés racistes d'origine européenne, est introduite au Cameroun en 1976 via le département d'histoire de l'Université de Yaoundé I, à l'époque Université de Yaoundé⁴. Après avoir été longtemps enfermée dans le cercle réducteur des modèles d'analyse formulés pour répondre aux exigences de défense de l'indépendance politique nouvellement acquise, l'historiographie camerounaise connaît un certain renouveau avec l'avènement du courant égyptologique dit africain et son érection en champ de spécialisation en 1993. Largement influencé par les thèses de Cheikh Anta Diop qui prône le retour systématique à l'Égypte pour « réconcilier les civilisations africaines avec l'histoire [et] bâtir un corps de sciences humaines modernes... » (C. Anta Diop, 1981 :28), l'école égyptologique camerounaise a opté pour un paradigme d'analyse comparatiste, consistant à rechercher dans les langues, ainsi que dans les éléments de la culture matérielle, des preuves d'un continuum culturel entre les peuples du Cameroun et l'antique civilisation égyptienne⁵.
- 17 Grâce à l'application systématique de l'approche historique comparatiste, l'égyptologie a contribué au renouvellement des thématiques en historiographie locale et a œuvré à une compréhension positive du rôle et de la place de la femme dans la société précoloniale, sur lesquels s'étaient naguère mépris les colons et missionnaires occidentaux. Dans leurs travaux, les égyptologues camerounais ont en effet eu le souci de présenter, sous un jour favorable, les rapports de genre jadis analysés comme étant le lieu où s'exerce l'oppression de la femme africaine précoloniale.
- 18 Il n'est d'ailleurs pas anodin que Christiane Desroches Noblecourt, auteur de l'ouvrage intitulé : *La femme au temps des pharaons*, ait été l'égyptologue la plus citée par les enseignants et les étudiants en égyptologie, pour camper le cadre théorique de leurs réflexions consacrées à l'analyse de la condition féminine en Afrique précoloniale. S'il en fut ainsi, c'est parce que dans son ouvrage susmentionné, Desroches Noblecourt affirme, s'agissant de l'Égypte antique que, l'« [...] égalité des sexes semble avoir été, dès l'origine considérée comme tout à fait naturelle et si profondément ancrée que le problème semble n'avoir jamais été soulevé » (C. Desroches Noblecourt 1986 : 228-229), ajoutant que l'Égypte est, dans l'antiquité, le seul pays ayant vraiment doté la femme d'un statut égal à celui de l'homme. Cette affirmation du caractère égalitaire de la société égyptienne ancienne, si elle est loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes, a servi d'argument aux égyptologues camerounais pour réfuter les allégations faisant état de la subordination de la femme dans la société africaine précoloniale, mais également, pour déconstruire les justificatifs culturels de l'impérialisme occidental⁶.
- 19 La dualité est un autre concept égyptien ancien, régulièrement mobilisé par l'égyptologie camerounaise pour réinvestir de nouveaux enjeux de savoirs l'étude des rapports sociaux de sexe. Principe inspirateur de leur conception du monde, la dualité chez les Égyptiens anciens se décline de manière systématique dans tous les aspects de la vie et éléments du cosmos, perçus comme existant par paires complémentaires ou antagonistes : l'un et le multiple, le bien et le mal, le masculin et le féminin. La prise en compte de la dualité égyptienne a fécondé les études égyptologiques de recherches

postulant l'existence de la parité de genre en Afrique ancienne, notamment dans les domaines thérapeutiques et spirituels⁷.

- 20 Par ailleurs, l'école égyptologique africaine à laquelle appartient l'école camerounaise enseigne qu'à l'instar de l'Égypte ancienne, le matriarcat était l'organisation sociale typique en Afrique ancienne et que, par conséquent, les hommes comme les femmes pouvaient hériter et transmettre des héritages durant la période précoloniale. Ces enseignements rappellent également que les Africaines ont été de véritables souveraines (P. Oum Ndigi, 2001) et que dans les domaines spirituels, considérés comme les lieux de la suprématie masculine, elles ont su s'imposer face aux hommes⁸.
- 21 Ainsi, en ce qu'il s'appuyait sur la vision sociétale de l'Égyptienne ancienne particulièrement sensible au genre, le modèle d'analyse de l'école égyptologique camerounaise aurait pu favoriser l'essor des études sur le genre en historiographie camerounaise. Toutefois, la littérature qui constitue la base théorique de la recherche de cette école, évoque un ordre universel, fondé sur l'équilibre et l'harmonie des éléments constitutifs du cosmos, identifié autant en Égypte ancienne que dans l'Afrique traditionnelle. (P. Oum Ndigi, 1997 et 2001). Dans ce principe qui inspire aux populations une organisation sociale « ordonné(e) [...] chaque chose, chaque être occupe une place bien déterminée sans faire obstruction à l'autre ». (M. Eone, 2012). Influencées par cette idée d'harmonie et d'équité au cœur des rapports sociaux de sexe, les analyses des égyptologues ont éludé les asymétries sous-tendant les rapports homme/femme dans la société traditionnelle. Sur le point de la subordination de la femme africaine par exemple, ils se situent sur la même ligne de pensée que leurs homologues africains qui contestent l'universalité de l'hégémonie masculine et lui opposent l'existence de figures féminines qui, en Égypte antique comme en Afrique ancienne, ont été détentrices du pouvoir politique et spirituel et l'ont exercé à un niveau élevé de la hiérarchie sociale⁹.

2. Études historiques au Cameroun : un domaine rétif au genre

- 22 Dans un appel à communications lancé en 2016 en hommage à la première universitaire camerounaise parvenue au grade magistral en discipline d'histoire, le Forum des Historiennes du Cameroun (FOHIC), soulignant le caractère marginal des *gender studies* dans l'enseignement et la recherche de niveau universitaire, invitait à élargir le cadre d'analyse des études sur le genre, réduites, jusque-là, aux études féminines, et à travailler à réduire les déficits théoriques qui en étaient la marque. En rapport avec la discipline historique, les organisateurs de cet hommage académique avaient soulevé la nécessité d'ouvrir davantage les thématiques et les enseignements historiques aux problématiques du genre insuffisamment prises en compte dans les discours dominants l'historiographie camerounaise. Le thème : « Genre et historiographie au Cameroun », retenu pour abriter les travaux de la journée d'étude ayant marqué cet évènement, furent choisis pour cette raison.
- 23 Toutefois, si cette manifestation scientifique a soulevé un réel enthousiasme, ainsi qu'un intérêt certain de la part de la jeune génération des historiens, elle a également mis en évidence les nombreux phénomènes de résistance à l'assimilation du genre en études historiques au Cameroun.

2.1 Faible institutionnalisation des études sur le genre

- 24 Plus d'un demi-siècle après la création de la première Université d'État au Cameroun, marquée, en histoire, par la reprise de l'initiative du discours sur leur passé par les Camerounais, la recherche historique continue d'être rétive à la problématique du genre. Le Cameroun compte huit Universités d'État abritant chacune un pôle d'enseignement dédié à la discipline historique. Chacun de ces pôles ou départements d'histoire comprend en moyenne trois champs de spécialisation dont l'intérêt porte sur des thématiques des sciences humaines spécifiques : « Relations internationales », « Économie et Société », « Civilisations et religions ». En revanche, les études sur le genre n'y constituent pas, à ce jour, un champ de spécialisation autonome.
- 25 L'université de Yaoundé I a inauguré à ses débuts un cours sur la femme intitulée : « La femme à l'époque coloniale » devenu par la suite, « Femmes et société en Afrique ». Pendant plusieurs années, cet enseignement a été la seule base de réflexion sur les problématiques sur le genre. Au plan théorique, ce cours dédié à la femme s'inscrit dans le droit fil des orientations idéologiques formulées par les mouvements de femmes africaines au début des années 1970. Durant cette décennie en effet, les actions et revendications des associations de femmes portaient sur la reconnaissance de la participation des femmes au développement. Dans cette perspective fut organisée en 1972, la conférence de l'association africaine de culture. Elle s'est penchée sur les diverses formes de participation des femmes (politique, économique et culturelle) et a rassemblé des femmes d'Afrique francophone et anglophone. Les interventions des différents participants à cette conférence ont donné lieu à un ouvrage dont le titre était *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*.¹⁰ Cet ouvrage a constitué, depuis la décennie 1980, le principal cadre de référence des enseignements dispensés à l'Université de Yaoundé I sur la femme. Cette dernière décennie toutefois, le cursus des étudiants du département d'histoire de cette université s'est enrichi, au niveau de Master, de deux nouveaux cours sur la femme. Le premier traite du thème « Femme et genre », le second a pour titre : « Le mythe de l'infériorité de la femme africaine ». Jamais avant ces enseignements, la mention « genre », n'était apparue dans les intitulés de cours en filière histoire.
- 26 En effet, à l'Université de Douala, l'unique enseignement consacré aux problèmes de genre intervient en deuxième année de Master sous le titre : « Mutations féminines en Afrique et dans le monde aux XIX^{es} - XX^{es} siècles ». ¹¹ En plus de son inscription tardive dans les curricula, l'insertion de cet enseignement dans un volet de spécialisation restreint considérablement son audience. Les étudiants de la spécialité « Économie et société » qui ne le découvrent qu'en cinquième année, c'est-à-dire, à la fin de leur formation de Master, n'ont plus la possibilité, même lorsqu'ils révèlent un intérêt particulier ainsi que des dispositions réelles à conduire des réflexions sur le genre, d'inscrire un sujet de mémoire sur cette problématique, leur choix thématique ayant déjà été effectué et validé par le conseil de département dès la quatrième année¹². Une recension effectuée au cours de l'année académique 2017-2018 par les étudiants de Master dans le cadre des Travaux Dirigés du cours intitulé « Historiographie », a révélé qu'en près de deux décennies d'existence, seulement trois mémoires axés sur l'histoire des femmes ont été soutenus dans ce département¹³. Hormis ces travaux d'étudiants, c'est au Forum des Historiennes du Cameroun que l'on doit la tenue en 2016, dans ledit

département, de la première manifestation scientifique mentionnée plus haut sur la problématique du genre intitulée : « Genre et Historiographie au Cameroun ». Cette manifestation organisée en partenariat avec le Département d'Histoire de l'Université de Douala visait à célébrer l'accès, pour la première fois, d'une femme au rang magistral en discipline d'histoire au Cameroun. Pour autant, à trois années de distance de cet évènement inédit, l'institutionnalisation des études sur le genre en est restée au même point dans ce département.

2.2 Études féminines : de la féminisation à la marginalisation

- 27 Les travaux de recherches, dissertations académiques, thèses de doctorats en histoire, consacrés à l'analyse de la condition de la femme qui ont été soutenus dans les Universités d'État du Cameroun sont l'œuvre de femmes¹⁴. Il en est de même des enseignements qui y sont dispensés sur la femme¹⁵. Certaines contraintes académiques ainsi que des logiques politiques doivent être créditées pour une telle féminisation des études sur la femme.
- 28 Au plan académique, les facultés sont confrontées à un important déficit en personnel enseignant permanent. Selon l'annuaire statistique de l'enseignement supérieur du Cameroun, au cours de l'année 2007, pour un effectif de 130872 étudiants inscrits dans l'ensemble des Universités d'État du Cameroun, le nombre des enseignants était de 2748 dont 169 professeurs titulaires, 298 maîtres de conférences et 1223 Chargés de cours. Ces chiffres sont encore plus réduits s'agissant des enseignantes de sexe féminin. Durant la même période indiquée en effet, on enregistrait pour l'ensemble des Universités d'État au Cameroun 10 femmes professeurs titulaires, 23 femmes Maîtres de conférences et 468 chargées de Cours. (Ministère de l'Enseignement Supérieur, 2007). Pour faire face à un tel déficit en personnel enseignant, les facultés ont tendance à privilégier les enseignements considérés comme prioritaires au nombre desquels figurent les matières de spécialisation et les cours de méthodologie. Par ailleurs, les cours se répartissant selon le critère de séniorité en plus de celui de compétence, c'est aux enseignants titulaires, en majorité des hommes, qu'il revient de choisir en premier les enseignements qu'ils souhaitent dispenser, et tout naturellement, leurs choix se portent vers les matières qui relèvent de leur champ de titularisation.
- 29 Quant aux enseignements sur la femme ou le genre qui ne constituent pas un champ de spécialisation autonome, ils sont attribués aux enseignants de grade inférieur et prioritairement aux femmes, selon une visée politique et sociale de la division sexuelle du travail considérant qu'en raison de leur appartenance à la catégorie dont s'occupe ce champ, les femmes, même lorsqu'elles ne justifient pas d'une expertise scientifique dans ce domaine, sont les mieux placées pour y intervenir. Ainsi, à l'exception de l'Université de Yaoundé I où l'un des cours sur la femme inscrit au programme du niveau de Licence est dispensé en tandem mixte, les enseignements sur le genre et sur la femme dispensés dans les départements d'histoire des Universités d'État au Cameroun sont attribués à des enseignantes qui ne sont pas des spécialistes de ce domaine¹⁶. Interrogées sur les raisons d'un tel choix porté sur elles pour dispenser ces cours alors qu'elles ne justifient d'aucune compétence scientifique dans ce domaine, certaines d'entre elles affirment que l'attribution de ces enseignements obéit davantage au critère de prédétermination biologique que de compétence scientifique¹⁷.

- 30 Toutefois, il faudrait également voir dans cette féminisation des études sur le genre, une volonté politique d'ouvrir davantage la profession universitaire aux femmes qui y sont très peu présentes. Un tel argument se défend au regard des analogies entre les pratiques académiques sus mentionnées et la stratégie gouvernementale de réduction des écarts entre les hommes et les femmes dans la haute administration publique et consistante à réserver aux femmes la gestion des départements ministériels liés aux questions sociales et à la famille. En tête des départements ministériels tenus pas les femmes au Cameroun se trouvent en effet : les affaires sociales, la famille, l'enfance, la jeunesse, la condition féminine. (P. Nkolo Asse, 2015). De telles pratiques sont la preuve que l'accès des femmes à la fonction universitaire comme à la fonction politique n'est pas toujours pensé en termes d'aptitudes, mais de prédétermination par le milieu ou le sexe. C'est pour cette raison que Claude Zaidman estime que ce faisant, « les femmes envahissent progressivement une profession qui, de féminisée », deviendra vite féminine » et donc dévalorisée » (C. Zaidman, 2013 : 237).
- 31 D'autres facteurs, relevant des représentations négatives qu'ont les chercheurs camerounais, hommes et femmes, vis-à-vis des revendications féminines, doivent également être crédités pour ce blocage de l'assimilation du genre en études historiques. La notion de genre, en ce qu'elle privilégie une approche antagonique des rapports sociaux de sexe, est très vite soupçonnée de faire le lit du féminisme, idéologie qualifiée d'« individualiste [...] antithèse de l'Afrique où la société traditionnelle est basée sur le groupe et non pas sur l'individu » (N. Hitchcott, 33) et de fait, honnie par l'Africain qui y voit une menace, voire, un défi que lui lance la femme (Rangira B. Gallimore, 2001). Analysant également les circonstances qui, en Afrique conditionnent la production du discours féminin, la féministe sénégalaise Mariama Bâ a postulé l'existence d'un regard « 'caché » qui paralyse la plume féminine, ajoutant qu'en Afrique : « la femme qui revendique ou proteste est dévalorisée » (M. Bâ, 1981 : 6). Ainsi, le discours sur le genre, dès lors qu'il s'inscrit dans une opposition binaire homme/femme, est considéré comme une contre-valeur au regard du modèle sociétal de l'Afrique traditionnelle. Aussi, pour ne pas être accusées de « glorification de quelques contre-cultures » (Nkollo Asse, 2015 :4) et s'exposer à l'ostracisme et à la marginalisation (Rangira B. Ballimore : 80), les spécialistes des études féminines sont contraintes de clamer leur démarcation, vis-à-vis : « d'un féminisme de la subversion ou encore de la dénonciation qui détourne et retourne l'assignation normative ». (Nkollo Asse, 2015 :4). Car, comme le souligne Fatou Sow, en tant que femme, discourir en public « contre l'homme » signifie discourir « contre l'Afrique [ou] contre les valeurs culturelles africaines ». (T. Locoh et I. Puech, 2008 :12).
- 32 À notre sens, un tel conditionnement social du discours sur la femme explique en partie les réticences des historiennes camerounaises vis-à-vis des perspectives épistémologiques du genre, dès lors qu'il implique une remise en question de la distribution sexuée des rôles sociaux. De l'aveu de certaines d'entre elles en effet, en raison des déconvenues que leur écriture désinhibée a valu à certaines féministes camerounaises de la diaspora- telles que Calixthe Beyala, obligée de s'expatrier pour s'exprimer, ou encore Solange Bonono, dont la presse dit qu'elle « crée un véritable scandale par la parution de *Soif Azur* », son recueil de 60 poèmes par ailleurs considéré par une de ses consœurs comme : « une véritable Odyssée dans le royaume d'Hadès » (Bonono, 2012 : 219)- elles n'ont pas souhaité questionner, dans le cadre de leurs travaux, les fondements sexistes de l'oppression féminine. Lorsqu'elles ont abordé les

- questions de genre dans leurs travaux, elles ont tenu à les orienter dans une perspective non polémiste.
- 33 Un autre facteur inhibant la capacité de l'historiographie camerounaise à développer les études sur le genre est d'ordre scientifique. En effet, en plus de leur apparition récente, la recherche et l'enseignement sur le genre connaissent un développement assez faible en sciences sociales (Moutomè Ekambi, 2004). Au Cameroun, ce sont les écrivaines qui, les premières, ont fourni ses bases théoriques à l'écriture sur le genre. (M.-C. Matip, 1958 ; T. Kuoh Moukoury : 1969, L. Dooh Bunya, 1977). C'est également aux écrivaines, Were Were Liking, (1983), Calixthe Beyala (1987 et 1988), et plus récemment, Angeline Solange Bonono (2004), que l'on doit les dénonciations les plus dures et les plus crues- selon l'anthologiste Jacques Chevrier- des « pratiques abusives d'une société patriarcale pour laquelle la condition de la femme oscille du statut d'objet sexuel à celui de valeur d'échange dans les transactions matrimoniales » (J. Chevrier : 2002 :275).
- 34 Les écrivaines camerounaises doivent également être créditées pour les efforts de théorisation du genre à travers les concepts qu'elles ont fait surgir pour décrire les nouveaux rapports de sexe en Afrique. Ainsi en est-il par exemple du « misovirisme », concept que Were Were Liking a forgé pour expliquer que, dans un contexte africain moderne marqué par l'incapacité des hommes à se hisser au niveau des standards éthiques et moraux élevés des femmes, le célibat reste la meilleure option pour celles qu'elle appelle « misovires », par analogie au terme misogynie qui, dans le langage patriarcal, est employé pour désigner le mépris à l'égard de la féminité. (Were were Liking, 1982).
- 35 En filière histoire, la recherche sur le genre en est encore à ses débuts. À ce jour, cinq thèses de doctorat traitant des problèmes des femmes y ont été soutenues¹⁸. Par ailleurs, la discipline historique n'a, à ce jour, produit qu'un seul enseignant de rang magistral spécialiste des études sur le genre. Ce déficit d'une titularisation académique des enseignants de ce champ, doublée d'une absence d'autonomie des études sur le genre sont la marque d'un domaine d'étude encore en construction, contrainte de recourir, soit à des non-spécialistes, soit à une expertise externe pour l'encadrement des chercheurs. Il en résulte qu'en filière histoire, aucune des thèses de doctorat sus mentionnées ne mentionne le terme genre. Dans leurs approches analytiques, ces travaux s'inscrivent dans la perspective développementaliste prescrite par le gouvernement, les instances internationales et non gouvernementales de protection des droits des femmes. Aussi leurs thématiques reflètent-elles les préoccupations et agendas des pouvoirs publics relatifs aux questions de genre : division du travail, accès au contrôle des ressources¹⁹, participation à la vie politique et influence sur les processus de décision²⁰.
- 36 Bien plus, les historiens camerounais spécialistes du genre n'ont ni ressaisi ni déconstruit, comme l'ont fait leurs homologues en Afrique de l'Ouest mentionnées plus haut, les concepts de féminité, de féminisme et de genre. Cette historiographie en est encore réduite, dans la conduite de ses analyses, à emprunter ses concepts à l'épistémologie occidentale, et dans une moindre mesure, aux courants féministes ouest-africains²¹.
- 37 Par conséquent, exception faite des écrivaines dont l'audace de la plume a été régulièrement signalée par les critiques littéraires, la voix des spécialistes camerounais du genre est absente des débats scientifiques importants et cadres institutionnels africains où s'élabore et se renouvelle le savoir théorique sur le genre. En 1976, s'est

tenue à *Wellesley College*, la réunion des anthropologues féministes américaines, à laquelle furent conviées les féministes africaines de renom, ayant œuvré à la remise en cause des concepts dominants du féminisme occidental. Les chercheuses camerounaises furent non seulement absentes de cette rencontre capitale pour les études sur le genre-puisqu'elle servit de base de lancement à l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement, premier réseau africain de recherche sur le genre-mais par la suite, elles ne prirent aucune part à la série des programmes de recherches sur le genre, lancés par le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique CODESRIA, dont sont issus deux des ouvrages majeurs traitant des problèmes du genre en Afrique. Le premier : *Sexe, genre et société. Engendrer les Sciences sociales en Afrique*, le second : *African Gender Studies. A Reader*. La parution de ces deux volumes, ainsi qu'on le sait, marqua un tournant décisif pour la recherche sur le genre en sciences sociales en Afrique en ceci qu'il fédérait, pour la première fois, une expertise africaine de renom issue de l'Afrique de l'Ouest francophone et anglophone ainsi que de l'Afrique australe et orientale. En plus de souligner la convergence de vue des spécialistes africaines du genre sur des points cruciaux en débat tels que la nécessité de redéfinir le concept de genre en prenant en compte la spécificité du contexte africain et d'étendre le cadre d'analyse des mécanismes de l'oppression féminine à d'autres aspects que le sexisme, ces espaces de réflexion concertés ont davantage permis d'affirmer l'existence, la vitalité et la spécificité d'un discours africain sur le genre, axé sur les préoccupations et réalités africaines. L'absence des auteurs camerounais dans l'un comme dans l'autre de ces volumes qui constituent désormais la référence pour ce qui est de la recherche sur le genre en Afrique, est une indication de l'écho ténue que renvoie sur la scène africaine, la voie des spécialistes camerounais du genre.

- 38 Néanmoins, de timides avancées observées ces dernières années dans la composition des effectifs des historiens sont de bon augure pour l'avenir du genre dans ce domaine d'études. Ainsi, ces dernières années, la discipline histoire s'est enrichie de trois spécialistes des questions du genre et pour la première fois, à l'Université de Douala, une spécialiste du domaine est pressentie pour dispenser les enseignements sur le genre. Par ailleurs, les études sur le genre bénéficient d'un cadre politique national particulièrement favorable et incitatif ébauché dans les années 1990 à la faveur de la décennie des Nations Unies pour les femmes. L'adhésion du Cameroun à ces dynamiques s'est traduite par l'élaboration d'une politique nationale de développement socio-économique axée sur l'égalité de genre. Aux nombres des mesures concrètes auxquelles cette implication gouvernementale a donné lieu, figure en première place, le renforcement de l'intégration du genre dans le processus éducatif et de la formation professionnelle. C'est ainsi qu'un cycle de master en « Genre et Développement » a vu le jour à l'Université de Yaoundé I avec pour objectifs assignés de : « favoris [er] la formation et la préparation des cadres administratifs pointus appelés à intervenir efficacement en faveur de l'intégration de la dimension genre dans les politiques sectorielles et les pratiques institutionnelles »²².

3. Vers la fin du *gender blind* en études camerounaises ?

39 L'année 2011 a été exceptionnelle pour les jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur au Cameroun. À la faveur d'une décision présidentielle autorisant un recrutement massif de 25000 jeunes diplômés dans la fonction publique, 1000 nouveaux enseignants furent pressentis pour un recrutement direct dans les Universités d'État²³. En filière histoire, 62 jeunes enseignants permanents furent embauchés en cette occasion, parmi eux figuraient 14 femmes, entraînant un accroissement sans précédent de la gent féminine au sein du personnel enseignant permanent des Universités d'États du Cameroun.

3.1 Les « 25000 » : une génération d'historiens plus sensibles au genre

40 Toutefois, cette évolution ne fut pas exclusivement le fruit d'une directive politique. Elle est également la conséquence de l'explosion numérique graduelle et continue de la population estudiantine féminine, rendue possible par la mise en œuvre d'une politique éducative incitative, élaborée et implémentée par le gouvernement camerounais, la communauté internationale et les organisations non gouvernementales féministes au bénéfice de la jeune fille²⁴. Bien que le ratio homme/femme demeure déséquilibré dans l'enseignement supérieur en général, la récente augmentation des effectifs de femmes enseignantes et chercheuses en discipline d'histoire est significative à plus d'un titre (Achille Bella, 2015). Il y a une décennie, seules 3 femmes étaient comptées dans les effectifs des enseignants permanents en histoire dans l'ensemble des Universités d'État que compte le Cameroun. À ce jour, on en dénombre 21 dont une enseignante de rang magistral. Non seulement ces femmes ont désormais la possibilité de densifier la recherche sur le genre, en encourageant les étudiants qu'elles encadrent à investir ce champ de domaine, mais surtout, elles peuvent désormais échanger entre elles et osent s'exprimer ouvertement dans le cadre d'une association, le Forum des Historiennes du Cameroun (FOHIC) dont l'objectif déclaré est d'œuvrer au renforcement de l'expertise et à l'amélioration de la visibilité scientifique des femmes. Toutefois, il existe une autre raison pour laquelle le recrutement spécial des 1000 enseignants de 2011 est de bon augure pour la résorption du *gender blind* en études historiques.

- 41 Décidé dans un contexte d'augmentation record des chiffres du chômage parmi les diplômés du troisième cycle de l'enseignement universitaire, le recrutement de 1000 enseignants décidé par décret présidentiel de 2011 fut pourtant loin de faire l'unanimité au sein de la profession des historiens, et ce, malgré les problèmes qu'il permettait de solutionner. En effet, la filière histoire, plus que d'autres disciplines des sciences humaines est, depuis quelques années, la proie d'une diminution chronique du nombre des enseignants de rang magistral, en raison de plusieurs décès et départ en retraites²⁵. Une situation qui coïncide avec le ralentissement, voire le gel, durant la même période, des recrutements dans la profession universitaire, ceci alors même que la demande de formation en discipline d'histoire n'a cessé d'augmenter, rapprochant les effectifs des départements d'histoire dans certaines Universités, du niveau de celui de certaines facultés²⁶. Pour autant, c'est un accueil très mitigé qui fut réservé aux nouvelles recrues issues du recrutement de 2011 dans les différentes Universités d'État.
- 42 En effet, survenant à la suite d'une succession de décisions ayant eu pour effet la réduction de son autonomie par l'institution universitaire, à savoir, l'adoption unilatérale du doctorat Ph.D ainsi que l'introduction du système LMD, la décision du gouvernement de recruter 1000 enseignants et d'en soustraire la procédure d'exécution à l'influence de la Commission Consultative de Recrutement des Assistants, organe statutairement compétent pour cette tâche, fut interprétée par les membres de cette dernière au nombre desquels figurent les Chefs d'établissements employant les enseignants, comme un empiètement du pouvoir politique sur leurs prérogatives académiques. « Déjà nous n'avons pas été sollicités ni associés », s'est insurgé un ancien Doyen de faculté à l'annonce des résultats de ce recrutement, ajoutant :
- Tout s'est décidé depuis le ministère. Nous formons des étudiants, mais aucun des nôtres n'a été retenu pour enseigner ici. Ni ceux qui, pendant longtemps, ont servi comme Attachés de Recherches ni ceux qui étaient des moniteurs. Ce n'est pas sérieux ! On a laissé sur le pavé ceux qui avaient rendu des services à la faculté et on nous a parachuté 15 nouveaux enseignants que nous n'avions pas demandés et dont le département n'a jamais étudié les dossiers.²⁷
- 43 Par ailleurs, présumant de l'inconsistance de leurs curricula scientifiques, ainsi que de l'inexpérience de leurs profils académiques, certains universitaires récusèrent souvent la légitimité académique de leurs nouveaux collègues à qui ils reprochaient, sans distinction de sexe, d'être entrés dans la profession universitaire « comme dans un moulin »²⁸.
- 44 En raison d'un déni de légitimité fondé sur le critère générationnel partagé avec leurs consœurs, les historiens issus du recrutement de 2011, ironiquement baptisés « enseignants des 25000 », en référence à ce qui est considéré, par l'ancien vice-doyen sus-mentionné comme leur « parachutage »²⁹, au sein de la très sélecte profession universitaire, se révèlent bien plus ouverts aux problématiques du genre. Ayant, au même titre que les femmes, fait l'expérience du « rejet » fondé sur le genre, les jeunes enseignants issus du recrutement de 2011 ont des rapports moins clivés avec leurs consœurs de la même promotion³⁰. De leur propre aveu, à l'issue de plusieurs années de compagnonnage en tant que camarades d'amphithéâtres, ils ont appris à connaître celles qui, aujourd'hui, sont devenues leurs collègues. Dans certains cas, ils ont été les témoins impuissants des diverses formes de discriminations orchestrées et entretenues par l'institution universitaire à l'égard des femmes, ainsi que des violences physiques et symboliques qui en ont résulté pour elles dans l'évolution de leurs cursus et

carrières³¹. Pour toutes ces raisons, cette génération se montre plus encline à œuvrer à réduire la féminisation des études sur la femme et à favoriser l'insertion de l'approche genre dans les programmes d'enseignement. Dans cette perspective, cette nouvelle génération d'historiens n'hésite pas à se prononcer publiquement sur des sujets tels que la réduction des disparités de genre au sein des équipes pédagogiques et dans l'administration universitaire et à prôner une amélioration de la visibilité des femmes dans la gouvernance universitaire (Achille Bella, 2010).

- 45 Mieux encore, cette génération d'historiens ne perçoit pas l'émergence scientifique et académique des femmes historiennes dont ils connaissent et reconnaissent par ailleurs les aptitudes scientifiques, comme une source de menace contre la suprématie scientifique masculine, ainsi qu'en témoigne des projets de collaborations scientifiques souhaitées et heureusement conduites avec elles. C'est ainsi que sur l'initiative de deux historiennes issues, l'une de l'Université de Mostaganem en Algérie, et l'autre, de l'Université de Douala, deux des ouvrages collectifs en ce moment en préparation au Département d'histoire de l'Université de Douala et inscrits dans le cadre des activités scientifiques du Centre de Recherche sur les dynamiques Contemporaines (CERDYM), sont coordonnés par des tandems mixtes. Le premier projet d'ouvrage traitant des « Migrations féminines en Afrique », sera codirigé par une historienne algérienne et un historien camerounais. Le second projet porte sur le thème intitulé : « Les migrations africaines subsahariennes. Enjeux et défis d'un phénomène en expansion ». Il est conjointement porté par un historien de l'Université de Yaoundé I et une enseignante du département d'histoire de l'Université de Douala. De telles collaborations scientifiques, associant à un même niveau de responsabilité, les hommes et les femmes sont inédits en filière histoire au Cameroun. Toutefois, certaines vieilles habitudes ont la peau dure.

3.2 La persistance des asymétries de genre en milieu universitaire

- 46 Malgré les efforts visant à éradiquer les facteurs historiques et sociaux de l'inégalité entre les femmes et les hommes dans l'accès au savoir, les derniers demeurent numériquement supérieurs aux premières, à la fois dans l'enseignement et l'administration universitaire. Dans un article consacré à l'analyse de genre rapporté aux sciences sociales en Afrique, la féministe ghanéenne, Ayesha M. Imam a relevé le caractère pernicieux d'un tel déséquilibre des rapports de forces entre pairs au sein d'une même profession. Étant majoritairement des hommes, souligne-t-elle, les spécialistes des sciences humaines « ont mis “souvent à profit leur supériorité numérique et leur contrôle sur les postes-clés pour, à la fois, faire de la discrimination des femmes [...], protéger et continuer à [...] perpétuer la domination de genre” » (R. Fall & Thiéblémont -Dollet, 2009 :6).
- 47 Dans le domaine spécifique de la discipline historique au Cameroun, l'itinéraire du Forum des Historiennes du Cameroun, ainsi que ses rapports avec d'autres structures similaires telles que la Société Camerounaise d'Histoire (SCH), permet d'illustrer une telle mainmise de la catégorie masculine sur la production des savoirs historiques. Le Forum des Historiennes du Cameroun qui regroupe des femmes chercheuses et enseignantes en histoire s'est fixé pour but de susciter l'émulation féminine dans la recherche en sciences humaines et de promouvoir la visibilité de la production des savoirs sur les femmes et par les femmes. Au final, cette association voudrait contribuer

à réduire les écarts de genre dans la formation et l'accès à la profession universitaire. Mais alors que sa timide venue sur les fonts baptismaux s'était effectuée dans une quasi-indifférence, les récentes interventions publiques du FOHIC suscitent de plus en plus l'exaspération, voire l'hostilité des pairs, qui ne cachent pas leur détermination à freiner ses élans autonomistes.

- 48 Ainsi, en 2010, alors qu'il avait été minutieusement préparé par le FOHIC, le colloque pour la réécriture de l'histoire du Cameroun, pour la tenue duquel les initiatrices ne purent obtenir l'autorisation, fut par la suite repris par la Société Camerounaise d'Histoire et commué en un projet éditorial collectif auquel la hiérarchie universitaire, cette fois-là, marqua son adhésion avec en prime, un appui financier conséquent apporté à la publication des actes qui, à ce jour, sont toujours attendus³².
- 49 Six années après cette initiative avortée, le FOHIC prépara une cérémonie d'Homages académiques en l'honneur du départ en retraite du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Douala, par ailleurs historien de formation. Réunis en cette circonstance à l'invitation du FOHIC, des historiens camerounais, s'offusquèrent ouvertement de ce qu'ils considérèrent comme « une ombre faite à la notoriété de SCH », par les initiatives scientifiques solitaires des membres du FOHIC. Après avoir qualifié les membres du FOHIC de « féministes », épithète qui, ainsi qu'il a été démontré plus haut, est négativement connotée en contexte camerounais, le président de la SCH formula une recommandation forte afin que le FOHIC se range désormais sous la bannière de la SCH pour l'organisation de toute autre cérémonie de nature similaire. Une recommandation qui, le FOHIC devait par la suite en faire l'amère expérience- avait, dans l'esprit de son auteur, valeur d'injonction. En effet, alors que le président de la SCH y avait préalablement marqué son accord, un projet d'Homages académiques préparé par le FOHIC en vue de célébrer la clôture de sa carrière académique fut reporté quelques jours seulement avant sa tenue, par les autorités de l'Université hôte. Le motif avancé pour justifier une telle décision, inédite, fut que le départ en retraite du concerné n'avait pas encore été rendu officiel. Suite à un second report, survenu cette fois après la mise en retraite officielle du bénéficiaire, il devint évident pour le FOHIC que l'argument de la formalisation du départ en retraite du concerné, jusque-là avancé pour justifier ces reports n'était qu'une excuse pour bloquer la tenue de la cérémonie. Et lorsqu'à l'issue d'un troisième report, le président de la SCH, bénéficiaire des Homages académiques, suggéra aux membres du FOHIC de renoncer à ce projet, dans un esprit d'apaisement de la communauté universitaire qui s'était sentie offensée par l'entêtement du FOHIC à conduire, en toute autonomie, l'organisation d'un événement scientifique dédié au Président de la SCH, il devint alors clair que se jouait en l'espèce, une discrimination de genre au détriment du FOHIC.

4. Conclusion

- 50 Voilà plusieurs décennies que les Africaines ont fait valoir leur droit d'initier et de conduire en toute autonomie les études sur elles-mêmes et clamé leur volonté de s'émanciper de l'emprise intellectuelle des féministes occidentales. Toutefois, cette décolonisation idéologique n'en a pas pour autant rendu plus visible la voix féminine en sciences humaines et encore moins, la dimension genre. Aujourd'hui encore en contexte camerounais, les discours féminins ou féminisants doivent composer, d'une part, avec la suprématie académique masculine et d'autre part, l'incapacité des

chercheuses à assumer le caractère polémique et anticonformiste du concept de féminisme. Mais surtout, la faible institutionnalisation et la féminisation des études de genre continuent de grever les chances des études historiques de faire l'expérience de tous les bienfaits heuristiques de l'insertion de la dimension genre. Si, dans son ensemble, la communauté des historiens camerounais s'est ouverte à l'histoire des femmes il y a bien des décennies, les mentalités demeurent particulièrement rétives aux analyses de genre, perçues comme émasculantes. Une note d'espoir est toutefois permise avec l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens issus de la promotion dite des « 1000 enseignants ». Pour avoir eux aussi fait l'expérience d'un préjugé de genre, ces historiens se révèlent particulièrement favorables à la mise en œuvre d'un cadre académique susceptible de rendre possible la parité de genre, à la fois, dans l'enseignement et la recherche de niveau universitaire et s'investissent, par leurs travaux et publications, à la réduction des disparités hommes-femmes en études historiques au Cameroun. Les études de genre au Cameroun bénéficient par ailleurs de l'appui des pouvoirs publics qui encouragent, par le biais d'un politique incitative, l'insertion de l'approche genre dans les curricula et organigrammes des Universités d'État.

BIBLIOGRAPHIE

Ama Ata Aido, (1988), « To be an African Woman Writer: An Overview and a Detail », *Criticism and Ideology*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1988, pp 155-172.

Amadiume I, (1997) , *Reinventing Africa: Matriarchy, Religion and Culture*, London, Zed Books

Amadiume I, (1987), *Male Daughters Female Husbands: Gender and Sex in an African Society*, London, Zed Books

Andela Bambona, Sylvie Laure (2012), « Femmes européennes, femmes africaines et première guerre mondiale au Cameroun, 1914-1915 », in *Guerres Mondiales et conflits contemporains*, 2012/4 (n° 248), pp 27-44.

Beyala Calixthe, (1988), *Tu t'appelleras Tanga*, Paris Stock.

Beyala Calixthe, (1987), *C'est le soleil qui m'a brûlée*, Paris Stock, coll. « J'ai lu », n° 2807.

Bonono Chantal, « Ecriture féminine camerounaise, désinhibition et eschatologie : une lecture de Soif Azur, d'Angeline Solange Bonono », *Syllabus Review, Human and Social Sciences Series*, 3 (1), 211-239.

Butler Judith, (1990), *Gender Trouble. Feminism and the subversion of Identity*, London, Routledge.

Camara Fatou Kine, Saliou Kandji, (2000), *L'Union matrimoniale dans la tradition des peuples noirs*, Paris, L'Harmattan,

Chevrier Jacques, (2002), *Anthologie africaine I : le roman et la nouvelle I*, Paris, Editions Hatier International.

- D'Almeida, Irène (1994), "Femme ? Féministe ? Misovire ? Les romancières africaines", Notre Librairie, n° 117, avril-juin.
- Desroches Noblecourt Christiane, (1989), *La femme au temps des pharaons*, Stock.
- Femi Ojo Ade, (1982), « Still a victim? Mariama Bâ's Une si longue lettre », *African Literature Today*, n° 12, pp. 71-87.
- Hitchcott Nicki, « La problématique du féminisme dans la littérature francophone des femmes africaines », in <https://litte.journals.yorku.ca>, pp 33-42.
- Ikelle Rose, (2007), > « Contraintes socioculturelles dans les rapports hommes/femmes au Cameroun », in Amsatou Sow Sidibé et ali, *Genre, inégalités et religion. Synergie et partenariat*. Paris, AUF. Pp 200-216.
- Imam A., Mama A., Sow Fatou. (eds.) (1997), *Engendering African Social Sciences*, CODESRIA, Dakar,
- Kamdem Emmanuel et Ikellé, Rose (2011), "Management de la diversité et genre au Cameroun : une approche en termes d'accompagnement de l'entrepreneuriat au féminin", in A.A.E.L.S.H.U.P./ "Humanisme et entreprise", (2001/5 n° 305/, pp. 49-64, disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.cairn.info/revue-humanisme-et-entreprise-2011-5-page-49.htm>
- Kuoh Moukoury Thérèse, (1969), *Rencontres essentielles*, 1969, Paris, Adamawa.
- Locoh Thérèse et Puech, Isabelle (Propos recueillis par), (2008), "Fatou Sow, les défis d'une féministe en Afrique", in *Travail, genre et société*, 2008/2, N° 20, p. 12. Cet article est également disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-société-2008-2-page-5.htm>. pp. 5-22.
- MINESUP, Annuaire statistique de l'enseignement supérieur du Cameroun 2003, 2006 et 2009,
- Mohanthy, Chandra Talpade, (1991), « Under Western Eyes: Feminism Scholarship and Colonial Discourse », in Chandra Talpade Mohanthy, Ann Russo et Lourdes Torres (dir.), *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 51-80. Ire édition, 1984.
- Ndengue, Rose, (2016), "Mobilisations féminines au Cameroun français dans les années 1940-1950 : l'ordre du genre et l'ordre colonial fissurés", in *Le Mouvement social* 2016/2, (n° 255), pp. 71-85.
- Ndèye Sokhna Guèye, (2011), "L'impact de la mondialisation sur l'artisanat féminin : changements et résistance dans la production céramique de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, XVI^e XX^e siècles", in Fatou Sow, Ndèye Sokhna Guèye (dir.), *Genre et dynamiques socio-économiques et politiques en Afrique*, Dakar, CODESRIA pp. 23-44.
- Nkolo Asse Patience, (2015), « Les femmes et l'accès aux positions de pouvoir au Cameroun », in *Syllabus Review, Human and Social Sciences Series* 6(2), pp. 1-22.
- Oyèwùmi Oyèronké (1997), *The Invention of Women: Making an African of Western Gender Discourses*, University of Minnesota Press.
- Rangia Béatrice Gallimore, (2001), « Écritures féministes ? Écritures féminines ? Les écrivaines francophones de l'Afrique subsaharienne face au regard du lecteur/ critique », *Études africaines*, 37 (2), pp. 79-98, in <https://doi.org/10.7202/009009ar>, consulté le 6 - juin 2019,
- Steady, Filomena Chioma, « An Investigative Framework for Gender Research In Africa In The New Millenium », in O. Oyèwùmi (ed.) (2005), *African Gender Studies. A Reader*.

Sow Fatou, (2011), "La globalisation en Afrique : les femmes, l'État et le marché", in, Fatou Sow, Ndèye Sokhna Guèye (dir.), *Genre et dynamiques socio-économiques et politiques en Afrique*, Dakar, CODESRIA, pp. 1-22.

Touré Marèma, (2018), "Aspects épistémologiques, théoriques et culturels de la recherche sur le genre en Afrique", *Présence Africaine*, N° 197, pp. 313-336.

Were Were Liking, (1983), *Elle sera de Jaspe et de Corail. Journal d'une misovire*, Paris, l'Harmattan, 1983.

Zaidman Claude, (2007), « La notion de féminisation », in *Les Cahiers du CEDREF*, 15/2007, pp. 229-239.

Zürik Seismo, Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre et Revillard Anne, (2008), *Introduction aux gender studies. Manuel des études sur le genre*, Bruxelles, de Boeck.

NOTES

1. ¹ Ankiambom Lawyer Linda, (2012), « Female Missionary Activities and Changes in the Bamenda Grassfields, 1904-2006 : A Historical Survey », Thèse de doctorat en histoire, Université de Yaoundé I ; Djabou Ada (2015), « Femme, savoir et pouvoir politique dans le nord Cameroun de XIX^e au XX^e siècle », Thèse de Doctorat/Ph. D en Histoire, Université de Ngaoundéré ; Ndengue, Rose, (2019), « Femmes, sphère publique et pouvoir politique en postcolonie : le cas du Cameroun (1945-2010) », Thèse de doctorat en Histoire, Université Paris Diderot, France ; Etoa Ndende A., (2019), « Entrepreneuriat féminin et développement socioéconomique : le cas des femmes d'affaires du Cameroun (1975-2010) », Thèse de Doctorat/Ph. D en Histoire Université de Yaoundé I.

2. Etoa Ndende A., *Ibid.*

3. À l'occasion de son dernier congrès tenu à l'Université de Dschang en 2019, la Société camerounaise d'Histoire qui regroupe les professionnels camerounais de la discipline historique a inscrit à l'ordre du jour de son quatrième congrès, un thème sur la problématique du genre en histoire. Cet évènement scientifique consacré à l'analyse des problématiques de genre survenait trois années après la journée d'étude organisée par le Forum des Historiennes du Cameroun (FOHIC)

4. Tadeu Kakeu Alexis, (inédit), « La production égyptologique dans les Universités camerounaises : état des lieux et défis. L'exemple du département d'histoire de l'Université de Yaoundé I, 1996-2016 ».

5. Au Cameroun, Pierre Oum Ndigi, (1997), historien et égyptologue formé à l'Université Lyon Lumière II en France, fut l'un des animateurs de ce courant égyptologique. Sa thèse de doctorat, soutenue en France porte sur le thème intitulé : « Les Basa du Cameroun et l'antiquité pharaonique égypto-nubienne. Recherche historique et linguistique comparative sur leurs rapports culturels à la lumière de l'égyptologie ». Son passage au département d'histoire de l'Université de Yaoundé I suscita une formidable émulation, traduite par la production de nombreux mémoires de Maîtrise, de DEA et des thèses en égyptologie. L'ensemble de ces travaux révèlent, de la part des auteurs, un souci partagé de documenter une hypothèse centrale : celle d'un continuum culturel entre l'antique civilisation égyptienne et les peuples du Cameroun. Quelques morceaux choisis de cette production sont : Eone Michel : « Maât/Mataa/ Maa ou l'éthique de vérité justice des Égyptiens anciens et des Africains modernes. Essai d'approche historique du droit africain », mémoire de Maîtrise en Histoire, spécialité Égyptologie, Université de Yaoundé I, Cameroun ; Apisay Eveline Ayafor, (2004). « La mort et les pratiques funéraires en Égypte ancienne et au Cameroun : le cas des conceptions Égyptiennes anciennes et des Nguemba

d'Awing », mémoire de Maîtrise en Histoire, spécialité Égyptologie, Université de Yaoundé I, Cameroun. Nadeige Laure Ngo Nlend (2004), « Le calendrier et la mesure du temps chez les Égyptiens et les Basaa du Cameroun », mémoire de maîtrise en histoire, option, égyptologie, Université de Yaoundé, Cameroun. Nenkam Chamberlain (2017): « Etude comparée des sculptures des Égyptiens de la période pharaonique (2263-1085 av. J.-C.) et des Bamiléké de l'Ouest-Cameroun », thèse de doctorat/Ph. D en histoire, Université de Yaoundé I. Ngankem Jules (2019): « Sens et portée des donations au clergé traditionnel Bamiléké au regard des sources égyptiennes », Thèse de doctorat/ Ph. D en égyptologie, Université de Yaoundé I.

6. Ngo Gwem Anastasie Solange (2004), « Les sacerdoces féminins chez les Égyptiens anciens et les Basaa du Cameroun », mémoire de maîtrise en histoire, spécialité Égyptologie, Université de Yaoundé I, Cameroun. Ngon Nadine Carole (2005), « Le Nyengbe : société secrète des femmes justicières et thérapeutes chez les Bamvele Cameroun », Mémoire de Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I.

7. *Ibid.*

8. Kitto Viviane Sylvestre (2008), « Étude comparée du rôle de la jeune femme en Égypte ancienne chez les Bafon (Bamilékés de l'Ouest Cameroun », mémoire de Master en égyptologie, Université de Yaoundé I, Cameroun ; Ngo Nloga (2003), « La femme égyptienne au temps de pharaons et la femme basa'a du sud Cameroun précolonial, unité de parenté », mémoire de Maîtrise en égyptologie, Université de Yaoundé I, Cameroun ; Otche Honorine Dinaire (2004), « Le rôle social de la femme dans la société bété du sud Cameroun précolonial et dans l'Égypte pharaonique : étude comparée », mémoire de maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I.

9. Ngo Gwem, A. « Les sacerdoces féminins... ». *Op cit.*

10. Thelma Awori, Jacqueline Ki-Zerbo, Colette Houeto, Delphine Yeyet, *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*, Paris, *Présence africaine*, 1973.

11. Il convient de préciser que cette situation est celle qui prévaut dans ce département jusqu'en ce moment où nous rédigeons cet article. Dès l'année académique prochaine, sera mis en œuvre un nouveau programme, élaboré et adopté en conseil de département, qui prévoit l'insertion de deux cours portant la mention genre.

12. À l'instar des autres champs de spécialisation offerts pas la discipline historique à l'Université de Douala, la spécialité « Histoire économique et société » propose un cursus en quatre semestres comprenant, durant les deux premiers semestres, les enseignements suivants : « Histoire des maladies » ; « Statistiques et données chiffrées en histoire économique », « Histoire de l'entrepreneuriat au Cameroun ». Au cours des semestres 3 et 4 durant lesquels est dispensé l'unique cours sur les femmes, est par ailleurs offert un cours intitulé : « Histoire et géopolitique des cultures de rente au Cameroun ».

13. Luc Yomsi Puhe : « La femme dans le maquis dans la Sanaga maritime », mémoire de maîtrise en histoire, Université de Douala ; « La femme dans la vie politique en Sanaga maritime » ; Patience Kuole Loooh, (2013), « The socio-political evolution of the Kom Women : The case of ANLU (1998-2002) », mémoire de Master en Histoire, Université de Douala.

14. Cette remarque est valable pour toutes les Universités d'État à l'exception de l'Université de Buéa où a été soutenue par le Professeur Henry Kam Kah, une thèse de doctorat sur le thème intitulé : « Women as makers of history. A Study of the Kelu Movement in Bu-Cameroon 1957-59 ».

15. À l'Université de Yaoundé I, le cours sur la femme introduit par le Pr. Kaptué Léon, fut attribué à l'unique enseignante du département dès son recrutement. Jusqu'à ce jour, ce cours était dispensé en tandem mixte.

16. Alors que ni l'histoire des femmes ni les questions de genre ne relèvent de nos domaines de recherche, nous avons hérité, dès notre recrutement à l'Université de Douala en 2011, de l'unique cours sur l'histoire des femmes qui y était dispensé.

17. Interrogée sur les procédures d'attribution des cours sur la femme dans son département, une enseignante de l'École Normale Supérieure, Annexe de Bambili, et titulaire de deux cours sur la femme, l'un au niveau 2, intitulé, « Women in Africa History, et l'autre, en cycle de Master, intitulé « Women in Development », rapporte : « On me l'a largué il y a cinq ans. C'est le seul cours qui ne m'a jamais été disputé, même par mes homologues femmes ». Interrogée sur ses tentatives pour l'insertion de la notion genre dans les programmes d'enseignements au sein de son établissement, elle déclare : « On m'a rabrouée ! ». Interview du 15 mai 2017.

18. Voir la note 1 pour la liste de 3 de ces 5 thèses de doctorat en histoire

19. Etoa Ndende : « Entrepreneuriat féminin... », *Op cit.*

20. Djabou., Ada (2015), « Femme savoir et pouvoir politique... », *Op cit.* Ndengue, Rose, (2019), « Femmes sphère publique... », *Op cit.*

21. Dans l'espace francophone, au nombre des chercheurs ayant longtemps servi de base théorique aux spécialistes camerounais de genre, figurent en bonne place : Cathérine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg, Thérèse Lococh, et plus récemment, Fatou Sow, Marème Touré Thiam. Les auteurs anglophones sont en revanche peu cités par les historiens camerounais du genre. Néanmoins, des figures marquantes telles que C. T. Mohanthy, F. C. Steady, I. Amadiume, ne sont pas totalement inconnues.

22. République du Cameroun, « Examen national du Cameroun dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing (1995) et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée Générale (2000) dans le contexte du 20^e anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing en 2015 », p. 5.

23. Le secrétaire général des services du Premier ministre, Président de la commission de coordination et de supervision du Recrutement Spécial de 25000 jeunes Diplômés dans la fonction publique, in *JournalduCameroun.com*, publié le 30 août 2011, consulté le 5 mars 2017.

24. République du Cameroun, in « Examen national du Cameroun... », *op cit.*

25. En l'espace de deux décennies, le nombre d'enseignants titulaires en discipline historique est passé 11 à 5.

26. Selon l'annuaire statistique du Cameroun, les effectifs des étudiants dans les Universités camerounaises ont régulièrement augmenté d'environ 30 % ces dernières années. www.statistics-cameroon.org.

27. Entretien du 12 juin 2018 à l'Université de Douala.

28. Entretien du 08 mars 2016, Université de Douala.

29. Entretien de janvier 2019, Université de Douala.

30. De nombreux enseignants issus de cette promotion disent avoir été l'objet de commentaires à la fois condescendants et désobligeants de la part d'ainés académiques au moment de leur prise de service. Des intimidations, des propos et actes discriminatoires ont également été signalés par d'autres. Certains, bien que qualifiés, ont dû attendre deux années pour se voir attribuer des enseignements. D'autres disent avoir été exclus des débats lors des conseils de départements. Dans les Départements où la présence de ces recrues était tolérée, les tâches qui leur étaient confiées étaient non académiques. Tous ont requis l'anonymat dans le cadre de cette étude.

31. Ces données sont issues d'échanges informels et de débats régulièrement effectués entre mars 2016, date de démarrage de cette étude et janvier 2019, avec 8 collègues du département d'histoire de l'Université de Douala issu de ce recrutement des « 25 000 ».

32. Les enseignants sollicités pour participer à ce volume perçurent, fait inédit dans l'historiographie camerounaise, une prime conséquente pour leur participation à ce projet éditorial.

RÉSUMÉS

Le présent article s'intéresse au développement des études sur le genre dans l'espace universitaire camerounais. Le propos vise à questionner les difficultés d'émergence d'un champ épistémologique dédié au genre en filière historique, en lien avec les discours dominants sur les rapports de sexe, intériorisés par les hommes et les femmes, ainsi que leurs effets sur la construction d'un savoir sur le genre. À partir d'une recherche de terrain couplée au traitement d'une littérature écrite de nature variée, l'étude a mis en lumière quelques obstacles historiques, épistémologiques et structurels au développement des études sur le genre dans les filières historiques au Cameroun. Il en ressort que la prégnance de la suprématie masculine en filière histoire, la faible audience et la féminisation marquée de l'historiographie camerounaise consacrée au genre, ainsi que l'insertion insuffisante de ce champ dans l'espace académique national bloquent son émergence en tant que domaine de savoir autonome.

This article focuses on the development of gender studies in the Cameroonian University milieu. The purpose is to examine the difficulties of the emergence of an epistemological field dedicated to gender in the historical sector, in connection with dominant discourses on gender relations, internalized by men and women, as well as their effects on the building of knowledge about gender. From a field research coupled with an analysis of a varied written literature, the study highlights some historical, epistemological and structural obstacles to the development of gender studies in historical research in Cameroon. It turns out that the preponderance of male supremacy in history, the low audience and the marked feminization of Cameroon's historiography devoted to gender, as well as the insufficient incorporation of this field into the national academic scene, block its emergence as an area of autonomous knowledge.

INDEX

Mots-clés : genre, féminisme, Histoire, université, inégalités

Keywords : gender, feminism, history, University, inequalities

AUTEUR

NADEIGE LAURE NGO NLEND

Université de Douala, Cameroun, nanlend01yahoo.fr